

Je voudrais d'abord remercier les organisateurs de m'avoir invité à venir vous parler de politique commerciale à l'approche du Sommet des Amériques qui se tiendra à Miami. Je suis particulièrement heureux de discuter de ces questions à Halifax, où se tiendront en juin dans le cadre du G-7 des discussions historiques qui seront comme jamais auparavant axées sur le commerce et l'investissement dans les pays du G-7.

Il y a moins d'une décennie, il aurait été impensable qu'un ministre canadien du commerce évoque ouvertement l'idée d'un libre-échange avec les États-Unis ou le Mexique. Aujourd'hui, on parle couramment d'une économie nord-américaine intégrée, d'une économie qui, au delà de la multiplication des liens commerciaux, fait appel à des infrastructures convergentes, à des réseaux de distribution communs et à un maillage de plus en plus complexes d'activités de production et d'investissement transfrontières.

Ces dernières années, nous avons assisté à ni plus ni moins qu'une révolution économique en Amérique du Nord. Pourtant, à bien des égards, les choix que nous ferons dans les prochaines années détermineront s'il se produira une révolution encore plus profonde qui verrait l'ALENA [Accord de libre-échange nord-américain] — actuellement un arrangement continental limité — devenir l'entité économique la plus dynamique et la plus puissante au monde, une entité qui engloberait tout l'hémisphère occidental et peut-être d'autres régions.

Mais, comme pour tous les tournants de l'histoire, rien n'est préétabli. Après avoir embrassé la vision d'une zone de libre-échange qui s'étendrait de l'Alaska à la Terre de Feu, les États-Unis semblent aujourd'hui hésiter quant aux prochains gestes à poser. Les incertitudes économiques, les priorités intérieures et les récents bouleversements politiques à Washington ont contribué à créer de l'incertitude quant aux objectifs commerciaux des États-Unis et à leurs intentions hémisphériques. Partiellement en réaction à ces hésitations, l'Amérique latine a entrepris de réévaluer ses propres options. L'idée de groupements régionaux — et même d'une zone de libre-échange exclusivement sud-américaine — présente plus d'intérêt pour certains au fur et à mesure que semble s'estomper la possibilité d'une intégration hémisphérique complète.

On ne peut sous-estimer le danger d'essoufflement à ce stade critique. Au minimum, nous risquons de rater des occasions prometteuses de commerce et d'investissement dans les économies naissantes d'Amérique latine. Après des décennies d'isolement économique, l'Amérique latine émerge aujourd'hui comme l'une des régions les plus ouvertes et les plus libérales sur le plan économique. En hésitant maintenant, l'Amérique du Nord renoncera non seulement à la chance de s'implanter rapidement dans ces marchés dynamiques, mais aussi à celle d'encourager et de renforcer leur transformation.